



## **DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**du 22 mai 2019**

**Salle d'honneur de la Mairie à 20H00**

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie 28 mai 2019.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 17 mai 2019.

Présent(e)s : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, Mme GAIFFE, Mme GAUTHIER, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY.

Absent(e)s excusé(e)s : Mme GIGNET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), M. VERNIER (pouvoir à M. HEQUETTE), Mme MORGADINHO (pouvoir à Mme MOUGNARD), Mme HACQUARD-COLNOT (pouvoir à Mme GAUTHIER), M. COUVAL.

M. HEQUETTE ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### **Affaires générales :**

- 19-24 Transformation de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine**
- 19-25 Succession M. Olivier**
- 19-26 Protocole « Participation Citoyenne »**

### **Domaine des finances :**

- 19-27 Décision modificative n°1**
- 19-28 Affectation des résultats de l'exercice 2018 : Budget Général**
- 19-29 Tarif location des salles communales**
- 19-30 Réservation des salles - remboursement d'acompte**
- 19-31 Demande de DETR**
- 19-32 Demande de ligne de trésorerie**
- 19-33 Renouvellement carte achat public**

### **Domaine de l'animation :**

- 19-34 Subvention aux associations – exercice 2019**
- 19-35 Convention CRIJ**

### **Domaine de l'urbanisme :**

- 19-36 Demande de subvention - investissement forestier**

## **Affaires générales :**

### **19-24 Transformation de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine**

#### **I. Les enjeux de la transformation en communauté urbaine**

L'article L.5215-1 du CGCT prévoit que le seuil de création d'une communauté urbaine est de 250 000 habitants. La loi NOTRe du 7 août 2015 a cependant introduit un dispositif dérogatoire et temporaire, en permettant aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui comprennent une commune ayant perdu la qualité de chef-lieu de région et qui exercent l'intégralité des compétences obligatoires des communautés urbaines de se transformer en communauté urbaine sans condition de seuil de population, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Face à l'émergence des 22 métropoles, à la transformation en communauté urbaine de presque toutes les anciennes capitales régionales, le Grand Besançon fort de ses caractéristiques métropolitaines veut continuer à se positionner en matière de grands projets, de grandes infrastructures et d'attractivité économique, touristique et culturelle dans la catégorie des territoires qui comptent nationalement.

Le statut de communauté urbaine est un passage nécessaire pour demeurer dans le groupe de tête des grandes agglomérations du Grand Est et pour continuer à jouer un rôle d'entraînement à l'échelle du Centre Franche-Comté. Elle doit nous permettre de conserver une capacité de rayonnement et de négociation avec l'Etat, la Région, l'Europe, la métropole régionale, et de rester maîtres des leviers pour préserver une démographie et une attractivité compatibles avec un haut niveau de services à la population.

La communauté urbaine permettra de renforcer une approche communautaire qui a fait ses preuves dans le déploiement de compétences aux bénéfices de toutes les communes (transports, déchets, développement économique) et dans sa capacité à négocier, à maintenir ses ressources et à construire progressivement un territoire encore plus cohérent. Pour cela, comme le prévoit la charte de gouvernance renouvelée, elle doit clairement s'appuyer sur les secteurs et sur les communes ; cette charte instaure, au sein du Grand Besançon, tant dans la composition de ses instances que dans ses processus décisionnels, un degré de démocratie sans équivalent à une telle dimension.

Pour relever les défis qui s'imposent dans un contexte de concurrence territoriale croissant, la transformation en communauté urbaine est concomitante de l'adoption et de la mise en œuvre d'un nouveau projet de territoire qui a été délibéré au conseil communautaire du 29 juin 2018.

A ce même conseil, le Grand Besançon a délibéré sur les transferts de compétences nécessaires au passage en communauté urbaine. A l'issue d'un dialogue nourri qui a permis de prendre en compte les spécificités des communes dans les processus de transfert, les communes ont délibéré favorablement sur le transfert de ces compétences.

Ainsi, la première phase de la transformation, relative à l'extension des compétences de la CAGB afin de se doter de toutes les compétences obligatoires des communautés urbaines, a été entérinée par deux arrêtés préfectoraux en date des 6 novembre 2018 et 21 février 2019, faisant suite aux délibérations concordantes du Conseil communautaire et de la majorité qualifiée des communes membres.

Conformément à la Charte de gouvernance renouvelée adoptée par le Conseil Communautaire du Grand Besançon le 15/02/2018, la nouvelle organisation qui accompagne les transferts de compétences s'appuie sur les secteurs et sur les communes. Elle instaure ainsi au sein du Grand Besançon, tant dans la composition de ses instances que dans ses processus décisionnels, un degré de démocratie sans équivalent à une telle dimension.

Cette gouvernance est opérationnelle dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019 en ce qui concerne le transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ; signalisation, parcs et aires de stationnement ».

## **II. Transformation de la CAGB en communauté urbaine**

Le Grand Besançon exerce à ce jour les compétences obligatoires d'une communauté urbaine et satisfait aux conditions nécessaires pour opérer sa transformation. Il peut désormais engager la seconde phase.

Par délibération du 28 février 2019, le Conseil communautaire s'est prononcé favorablement sur la transformation de la Communauté d'agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, et sur les statuts modifiés joints en annexe (dont le nom de la nouvelle structure qui doit être obligatoirement mentionné dans les statuts).

Ce changement de statut juridique n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. En application des dispositions de l'article L.5211-41 du CGCT, l'ensemble des biens, droits et obligations de la communauté d'agglomération seront transférés à la communauté urbaine, qui sera substituée de plein droit à la communauté d'agglomération dans toutes les délibérations et tous les actes de cette dernière à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

L'ensemble des personnels de la communauté d'agglomération sera réputé relever de la communauté urbaine dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Les conseillers communautaires composant l'assemblée délibérante de la communauté d'agglomération conserveront leur mandat pour la durée de celui-ci restant à courir au sein de l'organe délibérant de la communauté urbaine.

S'agissant du nom, il a été décidé que la communauté urbaine prenne la dénomination de « Grand Besançon Métropole ». En effet, ce choix de nom s'inscrit en continuité avec les enjeux liés à la transformation en communauté urbaine. Dans l'univers concurrentiel des territoires, l'appellation Métropole témoigne d'un niveau d'équipements, de services, d'accessibilité auxquels les acteurs économiques, notamment ceux à la recherche de lieux d'implantation pour leurs entreprises, sont particulièrement attentifs.

Il pourra être adjoint à ce nom « Grand Besançon Métropole » la mention « communauté urbaine ».

Cette appellation est ainsi cohérente avec les fonctions métropolitaines présentes sur notre territoire en matière d'accès à la grande vitesse, d'Université et d'enseignement supérieur, de CHRU et d'activités économiques (Technopôles microtechniques et santé).

Ainsi, dans la mesure où la loi laisse chaque EPCI libre de sa dénomination (point rappelé encore récemment par le Ministre de l'Intérieur), ce nom Grand Besançon Métropole constitue une réponse aux enjeux d'attractivité de notre territoire.

## **III. Consultation des communes membres**

La délibération du Conseil communautaire du 28 février 2019 adoptant cette transformation a été notifiée aux communes membres de la CAGB le 14 mars 2019.

Les conseils municipaux disposent d'un délai de 3 mois suivant cette notification pour se prononcer sur cette transformation. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision sera réputée favorable.

Si la majorité qualifiée des communes se prononcent favorablement, un arrêté préfectoral formalisera cette transformation et la modification de statuts afférente à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Conformément aux articles L.5211-41 et L.5211-20 du CGCT, le Conseil municipal est aujourd'hui invité à se prononcer sur la transformation de la Communauté d'agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, et à approuver le projet de statuts modifiés joints en annexe (dont la dénomination de la communauté urbaine).

**Après en avoir délibéré, à 11 voix contre et 8 pour, le Conseil municipal :**

- **Rejette le projet de transformation de la Communauté d'agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;**
- **N'approuve pas le projet de statuts modifiés joints en annexe.**

### **Projet de statuts modifiés au 1<sup>er</sup> juillet 2019**

#### **Statuts de Grand Besançon Métropole**

*(les modifications proposées apparaissent en **surligné**)*

#### **Article 1 - Composition et dénomination**

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est constitué entre les communes d'Amagney, Audeux, Avanne-Aveney, Besançon, Beure, Bonnay, Boussières, Braillans, Busy, Byans-sur-Doubs, Chalèze, Chalezeule, Champagny, Champoux, Champvans-les-Moulins, Châtillon-le-Duc, Chaucenne, Chemaudin-et-Vaux, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Dannemarie-sur-Crète, Deluz, Devecey, Ecole-Valentin, Fontain, Franois, Geneuille, Gennes, Grandfontaine, La Chevillote, La Vèze, Larnod, Le Gratteris, Les Auxons, Mamirolle, Marchaux-Chaudefontaine, Mazerolles-le-Salin, Merey-Vieilley, Miserey-Salines, Montfaucon, Montferand-le-Château, Morre, Nancray, Noironte, Novillars, Osselle-Routelle, Palise, Pelousey, Pirey, Pouilley-Français, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rancenay, Roche-lez-Beaupré, Roset-Fluans, Saint-Vit, Saône, Serre-les-Sapins, Tallenay, Thise, Thoraise, Torpes, Vaire, Velesmes-Essarts, Venise, Vieilley, Villars-Saint-Georges, Vorges-les-Pins, une communauté urbaine qui prend la dénomination de « Grand Besançon Métropole » ; il pourra être adjoint à ce nom la mention « communauté urbaine ».

#### **Article 2 - Siègle**

Le siège de la communauté urbaine est fixé à la City - 4, rue Gabriel Plançon à Besançon.

#### **Article 3 - Durée**

La communauté urbaine est créée pour une durée illimitée.

Elle pourra toutefois être dissoute dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

#### **Article 4 - Représentation des communes au Conseil de Communauté**

La communauté urbaine est administrée par un Conseil de Communauté composé de conseillers désignés dans les conditions prévues aux articles L.5211-6 et suivants du CGCT.

Le nombre et la répartition des conseillers constituant le Conseil de Communauté sont déterminés en application des articles L.5211-6 et suivants du CGCT.

En conformité avec les dispositions de l'article L.5211-6 du CGCT, les conseillers suppléants siègent au Conseil de Communauté avec voix délibérative en cas d'absence du conseiller titulaire.

## **Article 5 - Organes de la communauté urbaine**

### **Article 5.1 - Le Bureau**

Le Conseil de Communauté élit parmi ses membres un Bureau composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents, d'un ou plusieurs membres.

Le nombre de Vice-Présidents et de membres du Bureau est librement déterminé par le Conseil de Communauté dans les conditions de l'article L.5211-10 du CGCT.

### **Article 5.2 - Les commissions**

Le Conseil de Communauté détermine les commissions spécialisées chargées de donner tous avis et de préparer les décisions concernant l'exercice des compétences prises en charge par la communauté urbaine. Il désigne les conseillers appelés à siéger dans ces commissions présidées de droit par le Président de la communauté urbaine.

## **Article 6 – Compétences**

La communauté urbaine exerce au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

### **Article 6.1**

#### **1. En matière de développement et d'aménagement économique, social, culturel de l'espace communautaire**

- a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique ;
- c) Construction ou aménagement, entretien, gestion et animation d'équipements, de réseaux d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs, sportifs, lorsqu'ils sont d'intérêt communautaire ;
- d) Lycées et collèges dans les conditions fixées au titre Ier du livre II et au chapitre Ier du titre II du livre IV ainsi qu'à l'article L. 521-3 du code de l'éducation ;
- e) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- f) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche ;

#### **2. En matière d'aménagement de l'espace**

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire, au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; et après avis des conseils municipaux, constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de déplacements urbains ; installation et entretien des abris voyageurs affectés au service public des transports urbains

### 3. En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; action en faveur du logement des personnes défavorisées

c) Opérations programmées d'amélioration de l'habitat, actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre

4. En matière de politique de la ville : Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; Programmes d'actions définis dans le contrat de ville

### 5. En matière de gestion des services d'intérêt collectif

a) Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8, gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 et eau ;

b) Création, extension et translation des cimetières, ainsi que création et extension des crématoriums et des sites cinéraires

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie ;

e) Contribution à la transition énergétique ;

f) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Concessions de la distribution publique de gaz ; Autorité organisatrice et concession de la distribution publique d'électricité

h) Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques ;

### 6. En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie

a) Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

e) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement

### 7. Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

**Article 6.2**

1. Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
2. Aide au montage d'opérations et à la réalisation d'acquisitions foncières à la demande des communes, suivant un règlement qui sera défini par le Conseil de Communauté
3. Soutien au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers des actions d'intérêt communautaire
4. Création et réalisation de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire
5. Participation au financement du TGV Rhin-Rhône
6. Résorption des friches industrielles et urbaines déclarées d'intérêt communautaire (déconstruction, dépollution et aménagements paysagers)
7. Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire
8. Aide au financement d'opérations décidées par les communes ou par les maîtres d'ouvrage publics et à la constitution de réserves foncières pour le compte des communes
9. Voies de communications structurantes de l'agglomération, qui recouvre :
  - les études
  - la négociation et la contractualisation avec les partenaires
  - la participation au financement des infrastructures
10. En matière d'énergies renouvelables : soutien et actions de développement des énergies renouvelables, création et gestion d'équipements d'intérêt communautaire
11. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements touristiques d'intérêt communautaire
12. En matière d'aménagement numérique :
  - Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux haut et très hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire dans le cadre de l'article L.1425-1 du CGCT
  - Participation à un réseau en groupement fermé d'utilisateurs
  - Etude des usages numériques pour le développement de la ville intelligente dans le cadre des compétences communautaires
13. Actions de développement de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à l'attention des entreprises, administrations, scolaires et du grand public
14. En matière d'itinéraires cyclables, circuits pédestres et VTT et autres activités de pleine nature :
  - Elaboration de schémas
  - Création ou aménagement et entretien d'itinéraires ou de circuits d'intérêt communautaire
  - Participation au financement d'itinéraires connexes
15. Soutien aux clubs sportifs de haut niveau
16. Requalification des entrées et des itinéraires principaux d'agglomération déclarés d'intérêt communautaire

17. En matière d'action culturelle :

- Conservatoire à Rayonnement Régional
- Soutien et mise en réseau des écoles de musique
- Organisation ou soutien d'événements culturels à vocation d'agglomération

18. En matière d'action sportive : organisation ou soutien d'événements sportifs à vocation d'agglomération

19. Réalisation d'études sur l'amélioration de la connaissance environnementale du territoire, sur l'adaptation et la vulnérabilité énergétiques et écologiques du territoire face au changement climatique

20. Études, conseil et sensibilisation aux communes pour une maîtrise de l'énergie

21. Préservation et mise en valeur d'espaces naturels de qualité déclarés d'intérêt communautaire

22. Actions de développement d'une agriculture périurbaine dynamique et diversifiée

23. Actions de sensibilisation à l'environnement, au fleurissement et à l'embellissement des communes

24. Organisation ou soutien de manifestations touristiques à vocation d'agglomération.

## **Article 7 - Extension des compétences**

Le Conseil de Communauté peut décider d'étendre les compétences de la communauté urbaine dans les conditions prévues par le CGCT.

## **Article 8 - Fonctionnement**

Le Conseil de Communauté règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de la communauté urbaine.

Le Conseil peut déléguer au Président ou au Bureau le règlement de certaines affaires dans les limites prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales. Dans cette hypothèse, le Président ou le Bureau doit rendre compte au Conseil des décisions prises en vertu de cette délégation.

Le Président assure l'exécution des décisions du Conseil. Il ordonnance les dépenses et d'une façon générale, il représente la communauté urbaine dans les actes de la vie civile. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents pris dans l'ordre du tableau.

Il peut déléguer des fonctions aux Vice-Présidents sous sa responsabilité.

Les modalités pratiques du fonctionnement de la communauté urbaine font l'objet d'un règlement intérieur qui devra être soumis à l'approbation du Conseil de Communauté dans les six mois suivants l'installation du Conseil.

## **Article 9 - Les finances de la communauté urbaine**

Le budget de la communauté urbaine est préparé et présenté au Conseil par le Président.

## **Article 10 - Le comptable de la communauté urbaine**

Les fonctions de Receveur sont exercées par le comptable public désigné par le Préfet.



## **Article 11 - Autres dispositions réglementaires**

Pour tous les points non précisés par les présents statuts, les dispositions du CGCT seront appliquées.

### **19-25 Succession M. Olivier**

M. le maire expose au conseil municipal que dans son testament rédigé le 25 décembre 2016, M. Raymond Olivier indiquait vouloir léguer à la commune de Thise sa maison sise 13 rue des Vallières-est à Thise.

Le dossier a été confié à Maître Achard, ce qui a permis de préciser juridiquement la situation de ce bien immobilier. Il s'avère que M. Olivier n'en possédait qu'une quote part, équivalent à la moitié de la valeur du bien, étant précisé que cette dernière doit donc être répartie entre la commune de Thise et M. Tournier, son unique petit fils.

M. le maire indique que, dans ce contexte, il est convenu que la succession s'opère en liquidité.

Après en avoir délibéré, à 11 voix pour et 8 contre, le conseil municipal décide :

- De confier à Maître Achard le règlement de cette succession dans les conditions décrites ci-dessus ;
- D'autoriser M. le Maire à signer tout document afférent.

### **19-26 Protocole « Participation Citoyenne »**

M. le maire rappelle au conseil municipal que la commune est engagée dans le cadre du dispositif participation citoyenne. Un appel à candidature a été lancé et la municipalité en lien avec la gendarmerie. Une première réunion de présentation s'est tenue en mairie le 7 mai 2019. A cette occasion, le commandant de la communauté de brigades de Roulans a présenté le protocole de ce dispositif, dont la validation est soumise au présent conseil municipal.

M. le maire explique enfin que ce protocole est valable pour 2 ans et signé par le préfet, le Procureur de la République près le TGI de Besançon, ainsi que le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- De valider les termes du présent protocole ;
- Autoriser M. le maire à signer tout document afférent.

## **Domaine des finances**

### **19-27 Décision modificative n°1**

M. le maire expose au conseil municipal qu'à la suite du vote du budget 2019, et en concertation avec Mme la Trésorière, il convient de régulariser certaines écritures comptables au moyen d'une décision modificative :

<b>Article budgétaire</b>	<b>Provenance</b>	<b>Destination</b>
<b>Budget communal</b>		
Recettes de fonctionnement – art. 775	- 10 000 €	
Recettes d'investissement - art. 024		+10 000 €
Recettes de fonctionnement - chap. R002	- 217 631 €	
Recette d'investissement – art.1068	+ 217 631 €	
Dépenses d'investissement - art. 1068		+ 217 630,88 €
Dépenses d'investissement - chap. D001		+ 180 €
Recettes d'investissement – chap. 040 - art. 281568	- 25 317 €	
Dépense de fonctionnement 6815	+ 355 402,65 €	
Dépense de fonctionnement – chap 023	- 584 503,12 €	
Recettes d'investissement - chap 021	- 584 503,12 €	
Recette d'investissement - art. 1641		+600 000 €
Dépenses de fonctionnement - art 6521	+1 469,47 €	
<b>Budget MARPA</b>		
Budget Marpa - Recettes de fonctionnement - art. 7552		+1 469,47 €
<b>Budget Forêt</b>		
Dépenses de fonctionnement – chap 023	+ 49 600 €	
Recettes d'investissement – chap 021		+ 49 600 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et une abstention, adopte la présente délibération.

### **19-28 Affectation des résultats de l'exercice 2018 : Budget Général**

M. le maire précise que cette délibération annule et remplace celle prise lors du conseil municipal du 20 mars 2019.

Il rappelle à nouveau que le Conseil Municipal lors de sa séance du 20 mars 2019 a approuvé le compte de gestion du Trésorier ainsi que le compte administratif 2018 en tout point conforme.

Les résultats du compte administratif sont donc les suivants :

Pour la section de Fonctionnement	2 014 377,95
Pour la section d'investissement	- 172 538,77
Total	1 841 839,18

Solde des restes à réaliser	0.00
-----------------------------	------

Affectation du résultat de fonctionnement

Au compte 002 : excédents de fonctionnement	1 624 208,18
Au compte 1068 : excédents de fonctionnement capitalisés	390 169,77
Au compte 001 : investissement reportées	172 538,77

Après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une abstention, le conseil municipal approuve l'affectation des résultats 2018, budget général.

## 19-29 Tarif location des salles communales

M. le maire explique qu'en raison de la forte demande de location de la salle de l'Amitié, mais aussi des souhaits fréquemment exprimés de pouvoir utiliser la cuisine rénovée. la commune s'est doté de vaisselles pour environ 80 personnes. M. le maire indique qu'il devient donc nécessaire d'instaurer un nouveau tarif prenant en compte cette nouveau service. Il propose un tarif supplémentaire de 30 € à ajouter au tableau des tarifs ci dessous.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide cette proposition.

MANIFESTATIONS	SALLE D'ANIMATION GYMNASE  CAUTION <b>500 €</b>		SALLE DE L'AMITIE  CAUTION <b>250 €</b>
	Avec cuisine et bar Avec Vaisselle	Avec bar et sans cuisine	Avec cuisine et vaisselle : forfait de 30 € supplémentaires
<b>Associations locales</b>  Tout type d'évènements (Repas - soirée dansante, jeux, manifestation culturelle, exposition, salon, à but lucratif ou non)  <b>1 jour</b>  <b>1 Weekend</b>	<b>170 €</b>  <b>250 €</b>	<b>120 €</b>  <b>200 €</b>	<b>60 €</b>  <b>100 €</b>
<b>Familles résidentes à Thise</b>  Evénements familiaux  1. 1 jour (Salle rendue propre le lendemain matin 8 h 00)  2. week-end (du samedi matin 8H au lundi matin 8H)  3. week-end long (du vendredi après-midi 15h au lundi matin)	<b>350 €</b>  <b>550 €</b>  <b>700 €</b>	<b>200 €</b>  <b>300 €</b>  /	<b>110 €</b>  <b>180 €</b>  /
Salle pour apéritifs de mariage, Baptême religieux ou républicain célébrés en mairie ou à l'église (deuil d'un thisien : gratuit)  <b>1 jour</b>	<b>120 €</b>	<b>170 €</b>	<b>60 €</b>
<b>Organisations professionnelles, Consulaires et diverses</b>  <b>1 jour</b>	<b>350 €</b>	<b>200 €</b>	<b>60 €</b>

### **19-30 Réservation des salles - remboursement d'acompte**

M. le Maire expose au conseil municipal que, par courrier daté du 7 mars 2019, un administré informe la municipalité qu'il renonce à sa demande de réservation de la salle des fêtes prévue les 9 et 10 juin 2019.

Conformément au règlement de réservation des salles, les services administratifs ayant encaissé un acompte de 275 € afin de valider cette demande de réservation, M. le Maire propose de valider le principe du remboursement de cette somme au bénéfice de l'administré.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité le conseil municipal valide cette proposition.

### **19-31 Demande de DETR**

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal des soucis techniques rencontrés par le serveur informatique de la mairie, manifestement arrivé en fin de vie. Il ajoute qu'il est nécessaire de renouveler un ordinateur pour le poste d'accueil, particulièrement obsolète.

Monsieur le maire informe le conseil municipal de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) afin de couvrir jusqu'à 50 % du coût global de ce projet, qui s'élève à 10 000 € HT, selon le devis retenu.

- Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

<b>DETR (50%)</b>	<b>5 000 €</b>
Fonds libres (50%)	5 000 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une contre, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer la prestation de remplacement de son informatique, pour un montant de 10 000 € HT ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

### **19-32 Demande de ligne de trésorerie**

M. le maire rappelle que dans le cadre des travaux de restauration des hangars de l'aérodrome de Thise, site classé monument historique, la municipalité est subventionnée à hauteur de 90% par l'état (DRAC), la région, le département, l'agglomération de Besançon et la mission Berne (fondation du patrimoine).

Il informe qu'une difficulté majeure provient du fait que les différentes subventions sont versées après réalisation des phases successives du chantier (avancement 30%, 60% et 100%). Dans cette attente, la municipalité doit donc d'avancer plus d'un million €.

M. le maire informe que la Caisse d'épargne, la Banque populaire et le Crédit Agricole ont été sollicités.

Après en avoir délibéré, à 10 voix contre, 7 pour et une abstention, le conseil municipal rejette le projet de ligne de trésorerie tel que présenté en séance.

### 19-33 Renouvellement carte achat public

Le principe de la Carte Achat est de déléguer aux utilisateurs l'autorisation d'effectuer directement auprès de fournisseurs référencés les commandes de biens et de services nécessaires à l'activité des services en leur fournissant un moyen de paiement, offrant toutes les garanties de contrôle et de sécurité pour la maîtrise des dépenses publiques.

La Carte Achat est une modalité d'exécution des marchés publics : c'est donc une modalité de commande et une modalité de paiement.

M. le Maire présente le projet de contrat d'engagement avec la Caisse d'épargne.

#### Article 1

Le **Conseil Municipal** décide de doter la **Commune de Thise** d'un outil de commande et de solution de paiement des fournisseurs et décide ainsi de contracter auprès de la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté la Solution Carte Achat pour une durée de **3** ans.

La solution Carte Achat de la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté sera mise en place au sein de la **Commune de Thise** à compter du **25 mai 2019** et ce jusqu'au **24 mai 2022**.

#### Article 2

La Caisse d'Epargne, (émetteur) de Bourgogne Franche-Comté met à la disposition de la **Commune de Thise** les cartes d'achat des porteurs désignés.

La **Commune de Thise** procèdera via son Règlement intérieur à la désignation de chaque porteur et définira les paramètres d'habilitation de chaque carte.

La Caisse d'Epargne mettra à la disposition de la **Commune de Thise 1 (une)** carte achat.

Ces solutions de paiement et de commande sont des cartes à autorisation systématiques fonctionnant sur un réseau fermé de fournisseurs désignés par la collectivité.

Tout retrait d'espèces est impossible.

Le Montant Plafond global de règlements effectués par les cartes achat de la **Commune de Thise** est fixé à **24.000** euros pour une périodicité annuelle.

#### Article 3

La Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté s'engage à payer au fournisseur de la collectivité toute créance née d'un marché exécuté par carte d'achat de la **Commune de Thise** dans un délai de **3 à 5 jours**.

#### Article 4

Le **Conseil Municipal** sera tenu informé des opérations financières exécutées dans le cadre de la présente mise en place de la carte d'achat, dans les conditions prévues à l'article 4 alinéa 3 du Décret 2004 – 1144 du 26 Octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat.

L'émetteur portera ainsi chaque utilisation de la carte d'achat sur un relevé d'opérations établi **mensuellement**. Ce relevé d'opérations fait foi des transferts de fonds entre les livres de la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté et ceux du fournisseur.

## Article 5

La **Commune de Thise** créditera le compte technique ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté retraçant les utilisations de la carte d'achat du montant de la créance née et approuvée. Le comptable assignataire de la commune procède au paiement de la Caisse d'Epargne.

La **Commune de Thise** paiera ses créances à l'émetteur dans un délai de **30** jours.

## Article 6

La tarification **mensuelle** est fixée à **20** Euros pour un forfait de **1 (une)** carte d'achat, dont la gratuité de la commission monétique.

Des frais moratoires seront facturés à la collectivité en cas de retard.

Après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une contre, le conseil municipal :

- Valide les termes du présent contrat d'engagement ;
- Autorise Monsieur le maire à signer le contrat d'engagement avec la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté dans le respect des dispositions des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

## **Domaine de l'animation**

### **19-34 Subvention aux associations – Exercice 2019**

Après une étude effectuée par la «commission d'attribution des subventions» qui s'est réunie le 19 avril 2019, le conseil municipal décide d'attribuer une subvention aux associations dénommées ci-dessous.

Chaque demande est étudiée et votée individuellement.

Il est à noter que la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est venue préciser la notion de conflit d'intérêts. Cette notion s'entend comme toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés, qui est de nature influencer, ou à paraître à influencer, l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Afin de repérer ces éventuelles situations, les élus ont donc déposé une déclaration d'intérêts mentionnant tout mandat ou représentation dans des organismes publics ou privés.

Sur la base de ces éléments, les élus pouvant se trouver en situation de conflit d'intérêts ne participent pas au vote. Le cas échéant, leurs voix ne sont pas comptabilisées dans le quorum.

Associations	Montant sollicité	Proposition commission	Montant accordé par le conseil municipal	Vote du conseil municipal
<b>AT2</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>A3T</b>	<b>650</b>	<b>550</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Anciens pompiers</b>	<b>200</b>	<b>200</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Anciens combattants</b>	<b>650</b>	<b>500</b>		18 pour 1 abstention
<b>Association Hippique</b>	<b>300</b>	<b>150</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Avenir Cycliste</b>	<b>700</b>	<b>700</b>		18 pour 1 abstention
<b>Avenir de Thise</b>	<b>6 000</b>	<b>2 000</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Club de l'Amitié</b>	<b>500</b>	<b>250</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Gym sportive</b>	<b>5 000</b>	<b>4 500</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Comité des fêtes</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Comité de jumelage</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Pétanque Thisienne</b>	<b>3 000</b>	<b>1 500</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Thisiens du coin</b>	<b>3 000</b>	<b>700</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>Tir à l'arc</b>	<b>800</b>	<b>200</b>		18 pour 1 abstention
<b>TCFC</b>	<b>4 000</b>	<b>2 700</b>		<b>UNANIMITE</b>
<b>TOTAL</b>	<b>35 800</b>	<b>24 950</b>		

Il est précisé que ne participent pas aux votes les élus siégeant au conseil d'administration, ou étant membre et/ou bénévoles des diverses associations demandeuses :

- Anciens Combattants : M. Troutier, conseiller intéressé, ne participe pas aux débats et ne prend pas part au vote ;
- Comité des Fêtes : M. Vernier, T. Hequette, conseillers intéressés, ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote ;
- Comité de Jumelage :
- Thisiens du coin: Mme Hacquard-Colnot, Mrs Hequette et Vernier, conseillers intéressés, ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote ;
- Avenir de Thise : M. Valzer, M. Vernier, Mme Bonet, conseillers intéressés, ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote ;
- Club de l'Amitié : M. Vernier, conseiller intéressé, ne participe pas aux débats et ne prend pas part au vote ;
- Avenir Cycliste : M. Vernier, conseiller intéressé, ne participe pas aux débats et ne prend pas part au vote.

## **19-35 Convention CRIJ**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les contours de ce dispositif régional dont le but est de favoriser la lecture auprès des bénéficiaires de la carte « avantages jeunes ».

Concernant l'année 2019/2020, pour les communes dont les bibliothèques sont partenaires de l'opération, la région versera 5 € par coupon remis par le titulaire de la carte « avantages jeunes », en contrepartie de la gratuité d'accès auprès de la bibliothèque de son choix.

Il est donc proposé de reconduire la convention avec le CRIJ (centre régional d'information jeunesse) partenaire de la Région, et la région, définissant les conditions dans lesquelles ces structures apportent leur soutien à la commune pour la mise en place d'un abonnement gratuit pour les détenteurs de la carte « avantages jeunes » et munis du « coupon Avantage Bibliothèque » pour la période du 1er septembre 2019 au 31 août 2020 à la bibliothèque de THISE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 18 voix pour et une abstention décide:

- d'accepter la reconduction du dispositif ;
- D'autoriser M. le Maire à signer la convention avec le CRIJ et la région.

## **Domaine de l'urbanisme**

### **19-36 Demande de subvention - investissement forestier**

Monsieur le maire expose au conseil municipal que, conformément au plan d'aménagement forestier, les travaux suivants sont prévus (ils bénéficient du régime forestier conformément à l'arrêté d'aménagement en date du 12 décembre 2012) :

- Mise au gabarit de route empierée sur 240 mètres linéaires sur le chemin rural du Paret ;
- Création d'une place de retournement sur 240 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées A60 et A61 ;
- Création d'une piste empierrée sur 360 mètres linéaires sur les parcelles cadastrées A10 - A11- A14 - A 22 - A202 ;

M. le maire informe que d'après le devis estimatif, le montant total HT du projet s'élève à 20 819,04 €, et qu'il est possible de solliciter une subvention s'élevant à 40%, soit 8 327,62 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide de :

- Financer la part des dépenses qui ne sera pas couverte par la subvention ;
- S'engager à inscrire chaque année au budget de la commune, les sommes nécessaires à la bonne conduite des peuplements ;
- S'engager à commencer l'opération dans un délai de 2 ans à compter de la notification de la décision de subvention ;
- S'engager à réaliser la totalité des travaux dans les délais impartis ;
- S'engager à mettre en place des dispositifs interdisant la circulation des véhicules à moteur autre que ceux des usagers autorisés ;
- Désigner l'Office National des Forêts comme maître d'œuvre ;
- Donner pour à M. le Maire pour signer tout document et acte relatif à ce projet.



## RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	19-24	Transformation de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon en Communauté urbaine 11 voix contre et 8 voix pour
♦ Délibération	19-25	Succession M. Olivier 11 voix pour et 8 voix contre
♦ Délibération	19-26	Protocole « Participation Citoyenne » Unanimité
♦ Délibération	19-27	Décision modificative n° 1 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-28	Affectation des résultats de l'exercice 2018 : Budget général 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-29	Tarif location des salles communales Unanimité
♦ Délibération	19-30	Réservation des salles – remboursement d'acompte Unanimité
♦ Délibération	19-31	Demande de DETR 18 voix pour et une contre
♦ Délibération	19-32	Demande de ligne de trésorerie 10 voix contre, 7 pour et une abstention
♦ Délibération	19-33	Renouvellement carte achat public 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-34	Subvention aux associations – exercice 2019 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-35	Convention CRIJ 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-36	Demande de subvention – investissement forestier Unanimité

## SIGNATURES

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	XXXXXXXXXX
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie HACQUARD-COLNOT	XXXXXXXXXX
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO	XXXXXXXXXX	Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX		Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET		Claude VALZER	
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	XXXXXXXXXX